

Consommation et investissement des ménages

Après une hausse assez nette au troisième trimestre 2023 (+0,5 %, ► **figure 1**), la consommation des ménages a marqué le pas en fin d'année (0,0 % au quatrième trimestre 2023). Les achats de biens ont rechuté (-0,6 % au quatrième trimestre après +0,6 % au troisième, ► **figure 2**), en particulier la consommation alimentaire (-1,1 %), qui avait connu un léger rebond à l'été après six trimestres de baisses consécutives. En outre, les dépenses d'électricité et de gaz ont nettement reculé (-3,3 %) : d'une part, le début de l'automne a été clément, d'autre part, les ménages ont conservé une certaine sobriété, moins que l'an dernier toutefois (► **figure 3**). À l'inverse, les acquisitions d'automobiles ont progressé vigoureusement (+3,1 %) : le rattrapage post-Covid se poursuit et les ménages ont également anticipé l'entrée en vigueur début 2024 de critères plus restrictifs sur l'attribution du « bonus écologique » pour l'achat d'un véhicule électrique. Du côté des services, la consommation des ménages a accéléré (+0,6 % après +0,3 %), en particulier en services non marchands, la baisse du taux de remboursement des soins dentaires à partir de mi-octobre se traduisant par une hausse de la part consommée par les ménages.

Au total, la consommation a nettement ralenti en 2023 (+0,6 % après +2,1 %) : d'une part, la dynamique de rattrapage post crise sanitaire s'est essouffée, notamment dans les transports et l'hébergement-restauration ; d'autre part, les achats alimentaires ont fortement reculé pour la deuxième année consécutive (-4,7 % après -3,6 %), les ménages ajustant fortement leurs achats à la hausse des prix.

Au premier semestre 2024, la consommation des ménages retrouverait un peu de tonus (+0,3 % au premier trimestre puis +0,4 %) dans un contexte de gains de pouvoir d'achat, prévus notamment au premier trimestre 2024. D'après l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, la confiance de ceux-ci dans la situation économique a continué son rebond ces derniers mois, malgré un repli en février. Sur l'ensemble du semestre, la consommation serait soutenue par le rebond des dépenses d'électricité et de gaz. Durant l'hiver, les températures extérieures seraient en effet un peu plus proches qu'à l'automne des normales saisonnières. Au premier trimestre, la consommation serait temporairement entravée par le reflux des achats dans l'automobile, en contrecoup de la hausse marquée de fin 2023. Cet à-coup ne serait toutefois que passager : le marché automobile n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise sanitaire et les immatriculations sont reparties à la hausse en février. Enfin, les achats de biens d'équipement retrouveraient un certain dynamisme. Du côté des services, la consommation progresserait à un rythme tendanciel.

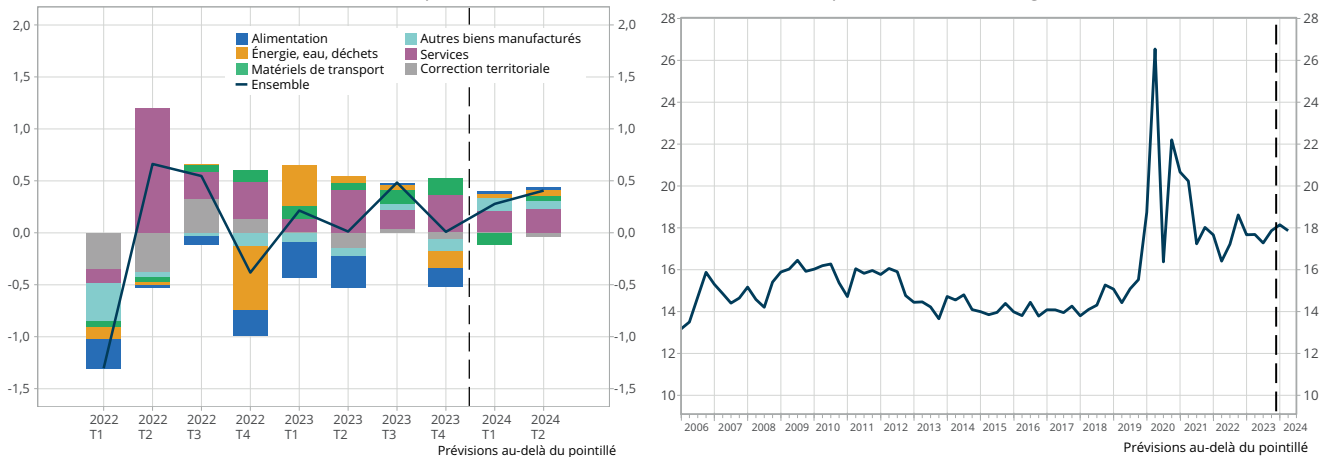
Sur l'ensemble du premier semestre, la progression de la consommation serait globalement comparable à celle du pouvoir d'achat, et le taux d'épargne se stabiliserait à un niveau élevé, entre deux et trois points supérieur à celui de fin 2019 (► **figure 4**). L'opinion des ménages sur l'opportunité d'épargner se situe en effet toujours à des niveaux historiquement élevés.

L'investissement des ménages continuerait de baisser sur l'ensemble du premier semestre 2024, dans un contexte d'accès au crédit encore contraint : le secteur de la construction continuerait d'être un peu soutenu par l'entretien-amélioration, mais cela ne suffirait pas à compenser la baisse d'activité concernant le logement neuf. Ce recul serait cependant légèrement moins fort qu'en fin d'année 2023, compte tenu de l'apparente stabilisation des mises en chantier de logements neufs depuis quelques mois (► **figures 5**). ●

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

(en % du revenu disponible brut des ménages)



Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au premier trimestre 2024, la consommation des ménages se redresserait par rapport au trimestre précédent (+0,3 %). La consommation de matériels de transport contribuerait à hauteur de -0,1 point à l'évolution de la consommation. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait, au premier trimestre 2024, à 18,1 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 2. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2022				2023				2024		2022	2023	2024 acquis
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Ensemble des biens	48 %	-1,7	-0,3	-0,1	-1,9	0,2	-0,6	0,6	-0,6	0,2	0,5	-2,6	-1,6	0,2
Biens alimentaires	18 %	-1,6	-0,2	-0,5	-1,4	-2,0	-1,8	0,2	-1,1	0,2	0,2	-3,6	-4,7	-0,9
Produits agricoles	3 %	-1,9	-0,8	-0,1	-2,9	-0,2	0,6	0,0	-1,1	-0,4	0,2	-6,1	-2,4	-0,9
Produits agro-alimentaires	15 %	-1,5	-0,1	-0,6	-1,1	-2,3	-2,3	0,2	-1,1	0,3	0,2	-3,1	-5,2	-0,9
Cokéfaction et raffinage	4 %	-2,9	-2,6	1,8	-1,4	0,7	-0,4	-0,7	-1,4	1,5	0,0	-0,8	-1,1	-0,1
Autres biens manufacturés	21 %	-1,6	0,0	-0,1	0,2	0,1	0,0	1,1	0,6	-0,3	0,7	-1,1	0,9	1,2
Biens d'équipement	3 %	0,1	-0,1	0,5	-1,9	0,0	-0,8	3,2	-1,1	0,5	0,6	-3,7	-0,5	1,5
Matériels de transport	6 %	-1,2	-0,9	1,1	2,2	2,3	1,3	2,3	3,1	-2,0	1,0	-2,8	7,4	2,4
Autres produits industriels	12 %	-2,2	0,4	-0,8	-0,2	-0,9	-0,4	0,1	-0,2	0,4	0,5	0,2	-1,6	0,6
Énergie, eau, déchets	5 %	-2,2	-0,6	0,3	-12,9	9,4	1,3	1,1	-3,3	1,0	1,0	-6,5	-0,9	0,1
Ensemble des services	51 %	-0,2	2,2	0,5	0,6	0,3	0,7	0,3	0,6	0,4	0,4	8,5	2,4	1,5
Construction	2 %	0,7	0,5	-0,8	-0,2	0,8	-0,3	0,4	1,2	0,0	0,0	2,5	0,7	1,0
Commerce (2)	1 %	-1,3	-0,9	-0,2	1,8	-0,3	-0,2	-1,3	0,2	0,0	0,0	-0,1	0,1	-0,5
Services marchands hors commerce	46 %	-0,3	2,6	0,5	0,7	0,3	0,9	0,4	0,5	0,4	0,4	9,7	2,7	1,5
Transport	4 %	-0,4	5,5	1,8	2,0	1,1	2,8	0,4	1,9	-0,3	0,4	29,9	7,8	2,3
Hébergement-restauration	8 %	-2,3	11,8	0,5	1,0	-0,9	1,9	-0,1	-0,1	0,6	0,4	37,1	4,1	1,3
Information-communication	3 %	0,1	-0,3	1,3	0,2	1,2	0,1	1,9	1,0	0,1	0,8	3,2	3,3	2,4
Services financiers	5 %	-0,2	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	1,4	1,5
Services immobiliers	19 %	0,3	0,3	0,2	0,5	0,2	0,4	0,4	0,2	0,4	0,3	1,3	1,3	1,1
Services aux entreprises	2 %	0,9	0,0	0,9	0,9	0,3	0,2	0,6	1,5	0,7	0,3	8,6	2,3	2,4
Services aux ménages	4 %	-0,7	2,3	1,1	0,8	1,0	0,8	-0,5	0,9	0,8	0,4	19,2	3,3	1,8
Services non marchands	5 %	0,3	-0,1	0,6	0,3	0,0	0,2	0,4	1,8	0,2	0,9	2,8	1,3	2,4
Correction territoriale	-1 %	25,2	21,6	-15,4	-7,5	0,0	8,4	-1,7	3,4	-0,1	1,9	149,0	-3,6	5,1
Importations de services touristiques		-6,9	-2,0	10,6	3,4	0,4	0,9	3,1	-1,0	1,0	0,5	20,7	9,8	2,4
Exportations de services touristiques		3,9	7,6	-1,3	-0,9	0,3	3,7	1,3	0,7	0,6	1,0	52,6	4,3	3,4
Total	100 %	-1,3	0,7	0,6	-0,4	0,2	0,0	0,5	0,0	0,3	0,4	2,1	0,6	0,8

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019.

(2) Ce poste correspond aux achats en réparation d'automobiles et de motocycles.

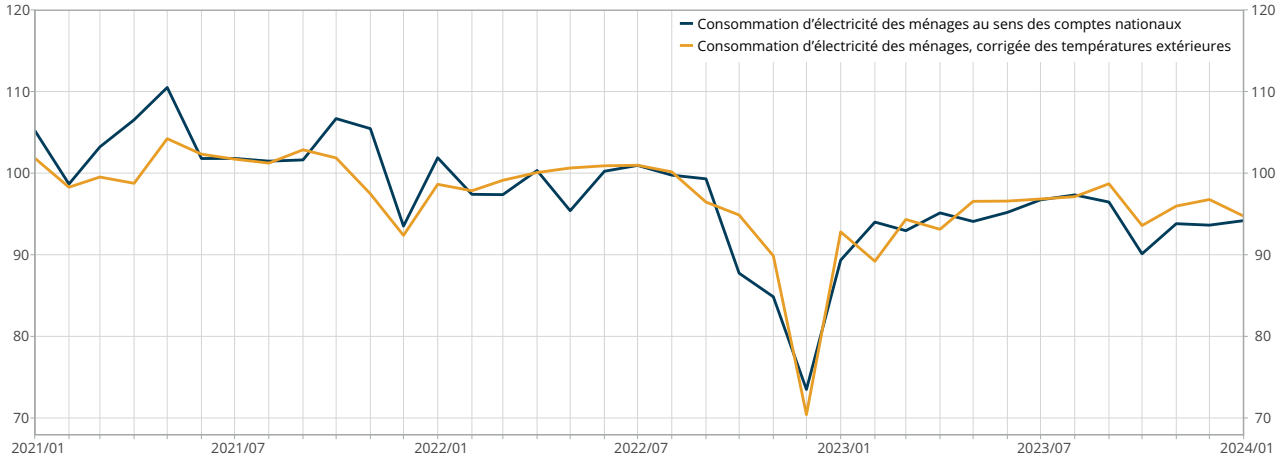
Lecture : au premier trimestre 2024, la consommation des ménages en énergie, eau, déchets augmenterait de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

Conjoncture française

► 3. Consommation mensuelle d'électricité des ménages, avec et sans correction des températures extérieures

(données CVS-CJO, en base 100 au troisième trimestre 2022)



Dernier point : janvier 2024.

Lecture : en décembre 2023, la consommation d'électricité des ménages a été 6 % inférieure à son niveau moyen du troisième trimestre 2022. Corrigée des effets des conditions météorologiques (légèrement plus clémentes que les normales saisonnières), la consommation aurait diminué de 3 % environ par rapport au troisième trimestre 2022.

Source : Insee.

► 4. Consommation, taux d'épargne et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et en écart au quatrième trimestre 2019, en %, données CVS-CJO)

	2022				2023				2024		2022*	2023*	2024* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Consommation : variations trimestrielles	-1,3	0,7	0,5	-0,4	0,2	0,0	0,5	0,0	0,3	0,4	2,1	0,6	0,9
<i>écart au T4 2019</i>	-0,7	0,0	0,5	0,1	0,3	0,3	0,8	0,8	1,1	1,5	0,1	0,7	1,6
Taux d'épargne : en % du revenu disponible brut	17,7	16,4	17,2	18,6	17,7	17,7	17,3	17,9	18,1	17,9	17,5	17,6	17,9
<i>écart en points au T4 2019</i>	2,1	0,9	1,7	3,1	2,1	2,2	1,8	2,3	2,6	2,3	2,0	2,1	2,4
Investissement : variations trimestrielles	-1,9	1,2	-1,4	-1,0	-2,0	-1,5	-1,1	-1,4	-1,0	-0,5	-1,3	-5,1	-3,2
<i>écart au T4 2019</i>	3,0	4,2	2,7	1,7	-0,4	-1,8	-2,9	-4,2	-5,2	-5,6	3,7	-1,5	-4,7

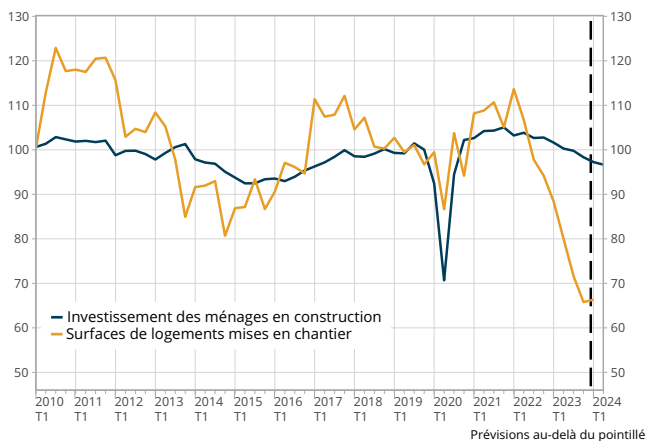
■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

► 5a. Investissement des ménages en construction et surfaces mises en chantier

(base 100 en 2019, données CVS-CJO)



Dernier point : deuxième trimestre 2024.

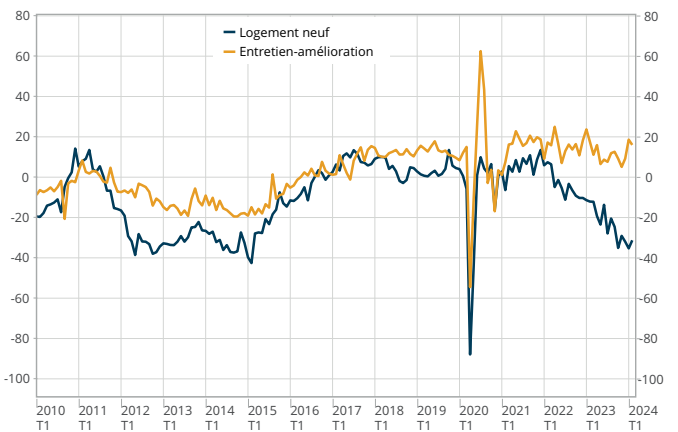
Note : pour les surfaces mises en chantier, le point du premier trimestre 2024 correspond aux données du seul mois de janvier.

Lecture : au premier trimestre 2024, l'investissement des ménages en construction - exprimé en base 100 en 2019 - s'élèverait à 97,3.

Source : Insee et SDES.

► 5b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs et dans l'entretien-amélioration

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : février 2024.

Lecture : en février 2024, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -31 points.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, Insee.